

## **Vétérinaires et auxiliaires de santé animale**

### **Au service de l'élevage paysan et de la sécurité alimentaire dans les pays du Sud**

Dans de nombreux pays du Sud, l'élevage paysan est un pilier de l'agriculture vivrière. Entretenir un élevage permet en effet à des populations vulnérables, en particulier les femmes, de se nourrir correctement et de sortir de la spirale de la pauvreté en leur assurant un revenu, de compenser la raréfaction des ressources naturelles, de valoriser des territoires arides et isolés et de contribuer à la lutte ainsi qu'à l'adaptation contre les effets du changement climatique.

A terme, le développement de l'élevage semble être une solution à la fois durable et équitable pour rétablir une partie de la souveraineté alimentaire de ces pays, mise à mal par les besoins croissants des populations, notamment urbaines, en évitant une trop grande dépendance vis-à-vis des marchés internationaux et de l'aide alimentaire. On assiste dans les pays émergents à une demande croissante des villes en protéines animales, à un accroissement des importations (en volailles et en lait) et, par voie de conséquence, à une augmentation des élevages industriels périurbains, dont l'installation comporte des risques pour la santé animale et humaine qui demandent à être soigneusement évalués et maîtrisés.

Pratiqué par une grande majorité de paysans du Sud, le petit élevage familial reste trop souvent le parent pauvre des politiques publiques. Si l'élevage contribue de 10 à 50% du PIB agricole (mesurable) en Afrique de l'Ouest, il bénéficie de moins de 10% du budget agricole. Dans la plupart des pays du Sud, ce secteur de la vie agricole ne bénéficie le plus souvent d'aucun soutien et souffre de l'absence de services vétérinaires de proximité. Il a même été mis en cause dans les dernières crises de grippe aviaire.

Pour l'ONG Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières, ce petit élevage familial, constitue pourtant un outil privilégié dans la lutte contre la malnutrition et la pauvreté et mérite de faire l'objet de politiques volontaristes lui apportant des services d'appui adaptés et renforcés (assistance technique, recherche, services vétérinaires de santé animale de proximité, accès au financement, aux intrants et aux marchés...).

**Contacts Presse :**

Christophe Lebel, 01 43 94 73 48, [c.lebel@avsf.org](mailto:c.lebel@avsf.org)

## Sommaire

### 1. L'ELEVAGE PAYSAN, UN ATOUT POUR L'AGRICULTURE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE DES PAYS DU SUD

L'élevage paysan contribue à garantir l'alimentation des familles rurales les plus vulnérables page 3  
Le « porte-monnaie de la femme rurale »

L'élevage paysan peut contribuer à couvrir les besoins alimentaires des populations urbaines page 3  
Développer la production laitière chez les Peuls du Sénégal  
Produire des volailles dans la banlieue de Lomé au Togo  
Sélectionner des productions animales à fort potentiel au Vietnam

L'élevage paysan permet une agriculture à la fois productive et respectueuse des ressources page 5  
Développer la traction attelée au Mali  
L'élevage pastoral transhumant au Mali  
Sécuriser le système pastoral au Niger

L'élevage paysan, instrument de lutte contre les effets du changement climatique page 6  
Adaptations et innovations permanentes  
Le pastoralisme, emblématique de l'adaptation à des milieux difficiles  
Agriculture + Elevage, une complémentarité ancestrale et durable  
Une nécessaire redéfinition collective de l'accès aux ressources  
Trouver la voie d'une « agriculture écologiquement intensive »  
Préserver la biodiversité et limiter les émissions de gaz à effet de serre dans les zones rurales

Le rôle du pastoralisme dans la mise en valeur des territoires arides ou isolés page 8

### 2. LA SANTE ANIMALE, FACTEUR CLE DU DEVELOPPEMENT DE L'ELEVAGE DANS LES PAYS DU SUD

Soutenir le développement de l'élevage paysan dans les pays du Sud page 10  
Préserver les modes de vie paysans  
La stratégie de coopération mise en œuvre par AVSF

L'appui aux services de santé animale dans les pays du Sud page 11  
Auxiliaires de santé animale à Madagascar  
Les groupements de défense sanitaire de l'Arkhangai, Mongolie  
Les associations d'auxiliaires au Cambodge  
La santé animale dans les zones pastorales de transhumance  
Auxiliaires para-vétérinaires au nord-est du Niger  
Formation de masse des éleveurs au Tchad

Annexes page 15  
Documents AVSF de référence

# 1. L'ELEVAGE PAYSAN, UN ATOUT POUR L'AGRICULTURE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE DES PAYS DU SUD

## L'élevage paysan contribue à garantir l'alimentation des familles rurales les plus vulnérables

Dans le monde en développement, une famille vulnérable dispose de moins d'un dollar par jour pour vivre et n'a pas de quoi se protéger en cas de sécheresse ou d'épidémie ou si le chef de famille est malade ou disparaît. Dans ces conditions de dénuement, toute crise peut entraîner endettement, exode vers la ville, marginalisation et migration. Pour ces familles rurales, pouvoir se constituer un petit cheptel représente un moyen de se nourrir toute l'année et de se garantir un minimum de revenus stables en prévision des périodes difficiles.

### **Le « porte-monnaie de la femme rurale »**

*Au Togo, où AVSF est présente depuis 20 ans, on dit que le petit élevage est le porte-monnaie de la femme rurale. AVSF travaille notamment avec 4.000 familles vulnérables pour améliorer leur petit élevage traditionnel de volailles et de porcs, le rendre plus productif et plus rentable. Concrètement, il s'agit d'aider des groupements de femmes togolaises à se doter de poulaillers et de porcheries améliorées, et de leur apprendre des techniques d'élevage simples pour protéger les animaux contre les prédateurs, mieux les nourrir et les vacciner contre les maladies. Très rapidement, les femmes disposent de plus de poulets, d'œufs ou de porcs, leur production est multipliée en moyenne par trois. Cela permet non seulement une meilleure alimentation de toute la famille, mais aussi, grâce à la vente de excédents sur le marché local, le financement des autres besoins (habillement, scolarité, frais de santé) et l'achat de céréales en période de soudure quand les greniers sont vides. Globalement, les revenus additionnels moyens dépassent 20€ par mois, soit le tiers du salaire minimum en zone rurale. Les résultats sont si probants que le dispositif a été reproduit sans l'aide du projet AVSF dans près de 2.000 autres familles.*

## L'élevage paysan peut contribuer à couvrir les besoins alimentaires des populations urbaines

Avec la poussée démographique (dans certains pays du Sud, la croissance peut dépasser 4% par an dans les villes), l'urbanisation croissante et l'apparition d'une classe moyenne, la demande en produits d'origine animale explose sur plusieurs continents. En Afrique de l'Ouest, on évalue ce surcroît de demande en denrées animales à + 250% à l'horizon 2025, soit 2 fois plus vite que pour la demande alimentaire globale sur ce continent.

L'enjeu du secteur Elevage dans de nombreux pays du Sud est donc de produire plus de viandes et autres produits d'origine animale, d'organiser les filières de commercialisation et de gérer les risques de cette activité (maîtrise des maladies du bétail, conservation et qualité sanitaire de produits périssables).

Cependant, si l'élevage paysan est un atout pour la sécurité alimentaire dans les zones rurales les plus pauvres, il ne pourra pas à lui seul couvrir les besoins globaux des villes des pays du Sud. Des élevages plus intensifs sont nécessaires à proximité des grandes agglomérations, mais leur présence implique des risques pour les consommateurs urbains, liés à la pollution et la menace de crises sanitaires, dont la maîtrise représente un enjeu majeur pour les autorités nationales.

Ces préoccupations sont prises en compte dans les programmes de soutien d'AVSF dans les pays du Sud où elle intervient.

### **Développer la production laitière chez les Peuls du Sénégal**

*Au Sénégal, la facture d'importation de lait en poudre (65 millions d'euros par an) représente plus de 3% du budget sénégalais. En moyenne Casamance, où le lait est un aliment de base, AVSF agit auprès de 2.300 familles d'éleveurs peuls pour les aider à améliorer leur production laitière et à mieux vendre leurs produits laitiers sur les marchés urbains locaux. Avec les éleveurs et avec l'appui d'un centre de recherche sénégalais, les équipes d'AVSF ont développé un modèle d'étable laitière et mis au point des pratiques d'élevage (alimentation, santé et génétique) qui multiplie par 3 à 4 la production de lait des vaches locales de race N'dama et leur permettent d'en produire même en saison sèche. AVSF a également encouragé les éleveurs de la région de Kolda à se réunir en coopératives pour collecter le lait, le transformer en lait caillé sucré ou le pasteuriser et le vendre conditionné sous forme de sachets. Depuis cette opération, une dizaine de mini-laiteries se sont installées dans la région, le plus souvent à l'initiative d'entrepreneurs privés.*

### **Produire des volailles dans la banlieue de Lomé au Togo**

*La présence d'élevages intensifs à proximité des agglomérations, rendue nécessaire pour assurer l'approvisionnement des populations urbaines en produits animaux, a dû être compensée par des études prévisionnelles des risques sanitaires et environnementaux que ces installations présentent. Dans la banlieue de Lomé au Togo, AVSF a aidé l'interprofession avicole locale, l'ANPAT, à développer la production périurbaine d'œufs de poules tout en appliquant les mesures de précaution nécessaires pour protéger ces zones à forte densité humaine de la grippe aviaire.*

### **Sélectionner des productions animales à fort potentiel au Vietnam**

*Démarré en 2005, le projet d'Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières au Vietnam a pour objectif de permettre aux éleveurs d'une des régions les plus pauvres du pays de développer durablement leur activité grâce aux ressources locales, en facilitant l'accès à des truies reproductrices de race Hmong Cai. Cette race de porcs est très résistante, bien adaptée au climat tropical, a un taux de fécondité élevé, et est très appréciée des consommateurs ; mais elle n'est produite que par un nombre restreint d'éleveurs. Grâce aux équipes d'AVSF, 18 communes situées à l'extrême nord du Vietnam ont pu obtenir des prêts pour élever 900 truies de race Hmong Cai. Outre la fourniture de porcelets futurs reproducteurs, les vétérinaires d'AVSF ont mis en place des services d'appui technique, de formation et de suivi vétérinaire auprès de 1.200 familles d'éleveurs, pour augmenter la qualité et la quantité du cheptel. Ces élevages familiaux ont généré en moyenne 3 millions de*

dongs par an (soit 156 €) pour un emprunt de départ de 1 à 2 millions (soit entre 52 et 104 €). En conséquence, la plupart des éleveurs ont été en mesure de rembourser le capital emprunté et les intérêts dès la première mise bas des truies. Grâce aux résultats encourageants obtenus, le projet est étendu à 12 nouvelles communes.

## **L'élevage paysan permet une agriculture à la fois productive et respectueuse des ressources**

Dans de nombreux pays du Sud, notamment en Afrique de l'Ouest, l'agriculture vivrière stagne voire régresse à cause de la raréfaction des ressources naturelles. En zone agricole, les sols s'épuisent, les rendements stagnent et les champs se morcellent au fil des générations de paysans. En zone d'élevage mobile (zones de transhumance au sud du Sahara par exemple), les conflits se multiplient autour des points d'eau entre agriculteurs qui cherchent de nouvelles terres toujours plus au Nord, et éleveurs descendant toujours plus au Sud pour trouver des pâturages. Le tout exacerbé par une démographie galopante et l'instabilité climatique. L'élevage est un moyen pour les petits agriculteurs de produire plus et mieux sans épuiser les sols.

### **Développer la traction attelée au Mali**

Depuis 25 ans, AVSF travaille au Mali auprès de familles d'agro-éleveurs vulnérables dans les régions cotonnières autour de Kayes et de Sikasso. Dans ces zones, marquées par une forte émigration des hommes vers les pays côtiers d'Afrique et vers l'Europe, les femmes, souvent chefs de famille, travaillent encore le sol à la main et auraient tout à gagner à faire en même temps un peu d'élevage. AVSF appuie donc la création de Coopératives d'Utilisation du Matériel Agricole (CUMA) pour développer l'usage de la traction attelée. Des bœufs, des charrettes, des charrues, des semoirs sont prêtés aux CUMA qui les gèrent collectivement. L'amélioration du labour et la fumure organique des sols (fumier, compost...) augmentent sensiblement les rendements (de 15 à 20%) sans épuiser les sols. Le matériel et les animaux de trait sont cédés à crédit et sont assortis d'une formation des paysannes sur la bonne alimentation des bœufs (avec des graines de coton, résidus de récolte, pailles...) et la santé du bétail (un réseau d'auxiliaires vétérinaires a été mis en place dans la région).

### **L'élevage pastoral transhumant au Mali**

Dans les régions de Tombouctou et de Mopti, en zone d'élevage pastoral où l'accès à l'eau et au foncier fait régulièrement l'objet de conflits, AVSF intervient pour développer une gestion concertée des ressources pastorales. Les organisations d'éleveurs, d'agriculteurs ou de pêcheurs sont réunies au niveau de la commune. Le but de ces rencontres est d'établir une cartographie des ressources (points d'eau, pâturages, zones agricoles, pistes de transhumance), de se mettre d'accord sur les modalités d'utilisation (dates de mise en culture, dates de transhumance, respect des couloirs de passage) et définir les besoins en infrastructures (réhabilitation de puits, marquage des couloirs de passage des animaux, régénération de pâturages...). Cette démarche, à laquelle participent

*également les services déconcentrés et les collectivités locales, débouche sur la définition d'un plan communal d'aménagement de ces zones pastorales.*

### **Sécuriser le système pastoral au Niger**

AVSF a travaillé au Niger pendant plusieurs années dans un projet de sécurisation des systèmes pastoraux, qui visait essentiellement à prévenir et à alléger les principales contraintes pesant sur le mode de vie pastoral : dégradation des ressources naturelles, maladies humaines et animales et faiblesse des modes de représentation des éleveurs.

### **L'élevage paysan, instrument de lutte contre les effets du changement climatique**

Outre leur supposée faible productivité, les agricultures paysannes des pays du Sud sont souvent accusées de dégrader les ressources naturelles. Feux de brousse à Madagascar ou de prairies d'altitude dans les Andes, mise en culture sur des terres abruptes sur la côte Est de Madagascar ou dans les mornes haïtiennes, coupe de bois et utilisation du charbon pour la cuisine dans le Sahel ou en Haïti, défrichement de zones forestières en région amazonienne pour l'extension de cultures de café ou cacao... Les exemples de mauvaises pratiques ou de surexploitation agricole ne manquent pas. Les causes doivent en être évaluées à leur juste valeur. Car s'il peut s'agir parfois de répondre à la demande du marché, de nombreuses familles paysannes isolées, géographiquement ou politiquement, n'ont souvent pas d'autres moyens pour se procurer un revenu, faire face à une pression foncière aigue ou à une situation extrême de crise alimentaire.

### **Adaptations et innovations permanentes**

En interaction permanente avec le milieu et l'environnement, les agricultures paysannes ont, par nature, une grande capacité d'adaptation. Par la connaissance historique qu'elles ont de leurs milieux et de leur environnement, elles ont mis en place des systèmes de production et développé des pratiques compatibles avec les conditions climatiques. Ces agricultures sont par ailleurs capables de valoriser des milieux jugés difficiles (terrains montagneux, zones semi-arides, climat torride ou très froid) par des systèmes d'élevage rustiques s'appuyant sur des races locales adaptées aux contraintes de ces environnements. Lorsque des services et des politiques de soutien adaptées sont mis en place, les petits agriculteurs et éleveurs démontrent leur capacité à innover pour s'adapter et se protéger des impacts d'ores et déjà réels du changement climatique : désertification, érosion des sols, etc. Parfois avec l'appui d'organismes de recherche et de développement comme AVSF pour améliorer leurs pratiques ou tester de nouvelles innovations.

### **Le pastoralisme, emblématique de l'adaptation à des milieux difficiles**

*En zone sahélienne d'Afrique de l'Ouest, ou en Asie centrale, le pastoralisme est un mode d'élevage nomade qui permet de valoriser des espaces difficiles inaptés à l'agriculture et qui, contrairement aux idées reçues et quand il est bien conduit, stimule la production herbacée et ligneuse. Les pasteurs disposent de races parfois peu productives mais adaptées au manque d'eau et à la pauvreté de leur*

alimentation. Ils sont pourtant particulièrement touchés par les effets du changement climatique : ils doivent faire face à une pluviométrie de plus en plus instable, à des modifications de la biodiversité, notamment des ressources fourragères, ainsi qu'à une désertification du milieu.

### **Agriculture + Elevage, une complémentarité ancestrale et durable**

Les petits paysans du Sud ont souvent utilisé des pratiques intégrant agriculture et élevage pour fertiliser les sols, en particulier grâce à la récupération et valorisation de la fumure organique animale. Ces pratiques permettent de lutter contre des processus croissants de déstructuration et d'érosion des sols et au final d'accroître la productivité agricole (de 15 à 20%) sans épuiser les sols. L'intégration de l'agriculture et de l'élevage constitue encore aujourd'hui un objectif majeur de la durabilité des systèmes de production, pour la diversification des productions, la sécurisation des revenus et la gestion de la fertilité des terres.

Au **Mali**, le développement de la traction attelée dans des régions de culture du coton a permis (voir plus haut) non seulement grâce à l'amélioration des labours mais aussi grâce à la fumure organique des sols (fumier, compost...) d'augmenter sensiblement les rendements (de 15 à 20%) sans épuiser les sols. Les cessions à crédit de matériel, soutenus par AVSF, ont été assortis d'une formation des paysans de ces régions sur la bonne alimentation des bœufs (avec des graines de coton, résidus de récolte, pailles...) et la santé du bétail (un réseau d'éleveurs relais a été mis en place dans la région). Des systèmes et des pratiques identiques existent également dans d'autres pays du Sud, comme **Madagascar ou l'Indonésie**.

### **Une nécessaire redéfinition collective de l'accès aux ressources**

Les agricultures paysannes ont également su faire face à la pression croissante sur la ressource en eau, due au réchauffement climatique, à la croissance démographique et à la concurrence accrue entre de multiples utilisateurs. Elles ont en effet redéfini des règles de partage et d'accès à la ressource : gestion concertée de l'eau d'irrigation ou destinée à l'abreuvement des animaux en zone pastorale, par exemple.

Dans les régions de Tombouctou et de Mopti au **Mali**, en zone d'élevage pastoral nomade, où l'accès à l'eau ou au foncier fait régulièrement l'objet de conflits, AVSF coopère pour contribuer à une gestion concertée des ressources hydrauliques et pastorales. Avec les communes, les organisations d'éleveurs, d'agriculteurs ou de pêcheurs réalisent une cartographie des ressources (points d'eau, pâturages, zones agricoles, pistes de transhumance), qui permet d'établir de nouveaux accords sur les modalités d'utilisation (dates de mise en culture, dates de transhumance, respect des couloirs de passage) et de définir les besoins en infrastructures (réhabilitation de puits, marquage des couloirs de passage des animaux, régénération de pâturages...). Ce plan communal d'aménagement des zones pastorales permet de prévenir des conflits et des risques.

### **Trouver la voie d'une « agriculture écologiquement intensive »**

Dans un environnement favorable (accès aux services d'appui et à des prix rémunérateurs, accès à la terre, etc.), la diffusion de modes de production

favorisant une “agriculture écologiquement intensive” pourrait répondre à un double défi : s’adapter au changement climatique et atteindre des niveaux de production permettant de satisfaire des besoins alimentaires croissants. Ces nouvelles formes de production devraient en particulier mieux prendre en compte la complémentarité agriculture-élevage : ressources fourragères, fumiers et composts, traction animale... Sans nier l’utilité des engrais et autres intrants pour l’amélioration de la productivité, une agriculture qui utilise mieux et plus intensivement la biodiversité et les fonctionnalités naturelles des écosystèmes représente assurément une alternative d’intérêt majeur

S’appuyant sur leurs pratiques historiques et la connaissance de leurs milieux, les agricultures paysannes sont à même de répondre à ces enjeux et d’optimiser la mise en place de ces pratiques.

### **Préserver la biodiversité et limiter les émissions de gaz à effet de serre dans les zones rurales**

Les agricultures paysannes du Sud emploient en général des techniques de culture et d’élevage peu polluantes, si on les compare à d’autres types d’agriculture: faible consommation d’intrants chimiques, mise en oeuvre traditionnelle de pratiques agro-écologiques... Pour AVSF, ces pratiques paysannes devraient être favorisées et les produits issus de ces agricultures, rémunérés à leur juste prix.

Dans plusieurs de ses programmes de coopération, AVSF promeut des modèles de production familiale qui, en recherchant une plus grande autonomie des paysans et la durabilité de leurs systèmes de production, contribuent à préserver la biodiversité et les sols et à limiter les émissions de gaz à effet de serre. Pour continuer à jouer un rôle stratégique dans l’alimentation des zones urbaines en protéines animales, les pasteurs ont cependant besoin d’un cadre politique, légal et social favorable, leur permettant de perpétuer un mode de vie mobile qui constitue une réponse particulièrement bien adaptée au changement climatique et qui conditionne leur survie.

*Dans le **Sahel**, en **Mongolie** ou bien sur les **plateaux andins**, l’élevage pastoral joue un rôle minime dans les émissions de gaz à effets de serre. En Afrique, il ne contribue qu’à 0,3 à 0,4% des émissions de méthane dues aux ruminants sur la planète, alors qu’il permet de valoriser des milieux difficiles (cf. « Les agricultures paysannes, victimes et acteurs incontournables de la lutte contre le changement climatique », AVSF 2009).*

### **Le rôle du pastoralisme dans la mise en valeur des territoires arides ou isolés**

Le pastoralisme a rarement été reconnu comme une forme de mise en valeur des territoires, au même titre que l’agriculture. Il a été longtemps marginalisé par les pouvoirs publics dans de nombreux pays du Sud : les politiques ont souvent visé à sédentariser les populations pastorales ; la mobilité des troupeaux a été considérée comme un facteur de surexploitation voire de dégradation des ressources naturelles. Le rôle du pastoralisme dans la valorisation de vastes



territoires arides et marginaux, et dans l'approvisionnement en produits d'élevage des zones urbaines est désormais mieux reconnu. Mais en dépit de cette prise de conscience récente, les zones pastorales demeurent encore à l'écart des politiques agricoles et les services de base y sont inexistant. Un certain nombre d'organisations pastorales émergent, dans différentes régions du monde, et se mobilisent pour la reconnaissance juridique du pastoralisme. Ce dynamisme apporte une nouvelle preuve des capacités d'adaptation du pastoralisme et une note d'optimisme quant au devenir de ce mode de vie.

## **2. LA SANTE ANIMALE, FACTEUR CLE DU DEVELOPPEMENT DE L'ELEVAGE DANS LES PAYS DU SUD**

En 2003, les chefs d'Etat de l'Afrique se sont réunis au Mozambique et ont promis d'allouer 10% de leur budget national à l'agriculture à l'horizon 2008. Toutefois de nombreux Etats du Sud sont encore désengagés de tout appui aux agricultures et à l'élevage paysans. L'insuffisance de l'accès aux services de base en matière de santé animale constitue l'un des principaux facteurs de risque économique pour les éleveurs et un frein important au développement de l'élevage. Un grand nombre des pays du Sud les plus pauvres ne bénéficient pas d'une véritable chaîne de contrôle épidémiologique qui devrait aller des plus hauts services de l'Etat jusqu'aux paysans. Les personnels vétérinaires qualifiés ne sont pas assez nombreux, les budgets sont inexistant, etc.

Les menaces sanitaires des dernières décennies (en particulier, l'épizootie d'Influenza aviaire) mettent en évidence la faiblesse extrême de ces services à l'élevage –quand ils existent- à prévenir, détecter et gérer les risques. Ce sont les carences des dispositifs de santé animale (c'est-à-dire les services vétérinaires publics, les vétérinaires privés et les éleveurs) qui expliquent l'inefficacité des mesures. Les pertes directes et indirectes liées aux maladies animales, estimées à quelques 100 milliards de dollars (USD) pour ces dix dernières années (Dina L. Umali & coll, 1994), compromettent sérieusement la sécurité et la souveraineté alimentaires dans de nombreux pays.

Pour pallier ces carences et l'absence sur le terrain de vétérinaires (qui n'ont souvent pas les moyens logistiques de se déplacer ou qui considèrent souvent les paysans comme non solvables), de multiples structures, et en particulier des ONG comme AVSF forment des éleveurs à l'organisation et la réalisation de campagnes de prophylaxie, aux techniques de base en médecine et soins vétérinaires, et à la pharmacie et la gestion de stock de médicaments. L'activité de ces « para-professionnels vétérinaires » est placée sous la responsabilité et l'encadrement de vétérinaires diplômés. Sont également menées par ces ONG, des actions de renforcement auprès des services vétérinaires publics et auprès de la profession vétérinaire privée des pays du Sud.

Depuis vingt-cinq ans, Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières travaille dans le domaine de la santé animale en Asie, Afrique, Amérique Latine.

## Soutenir le développement de l'élevage paysan dans les pays du Sud

### **Préserver les modes de vie paysans**

Sur le terrain, AVSF s'efforce de contribuer à lever les contraintes liées à l'élevage qui fragilisent, voire mettent en danger, un mode de vie paysan. Pour les éleveurs, ces contraintes sont diverses :

- Menaces sur le cheptel : zoonoses, maladies animales à forte mortalité, (perte de capacité de travail des bêtes) vol, prédation
- Accès et disponibilité insuffisants des ressources : ressources naturelles (eau, pâturage, foncier), intrants, trésorerie, services, formations
- Revenus et bénéfices de l'élevage insuffisants : faible productivité et/ou faible valorisation des produits animaux, filières de commercialisation locales, nationales et internationales défavorables
- Politiques défavorables : non reconnaissance culturelle, marginalisation, sédentarisation forcée, déplacement de population, restriction de déplacement.

### **La stratégie de coopération mise en œuvre par AVSF**

AVSF développe une stratégie de coopération dans le secteur de l'élevage et de la santé animale qui tente de répondre à ces enjeux et ces contraintes spécifiques, en **s'articulant autour de cinq grands objectifs** :

#### **1- Contribuer à un dispositif de santé animale de qualité et de proximité**

Pour être effectivement et durablement accessible aux éleveurs, ce dispositif doit inclure nécessairement les services vétérinaires publics en charge de la santé publique vétérinaire, les vétérinaires praticiens privés dispensateurs d'un service de qualité et l'implication active des éleveurs eux-mêmes.

#### **2- Améliorer l'accès aux services agricoles**

Comme toute activité agricole, l'élevage nécessite l'accès à un certain nombre de services pour pouvoir exprimer toutes ses potentialités : conseil, formation, information, crédit, fourniture en intrants, infrastructures... La finalité de ces services est d'augmenter la productivité et/ou la valeur ajoutée.

#### **3- Faciliter l'insertion des élevages familiaux dans des filières rémunératrices**

Comme tout produit agricole, les produits de l'élevage doivent trouver des débouchés rémunérateurs. De plus, les produits d'origine animale font l'objet de normes strictes en matière de sécurité sanitaire et de qualité spécifique, qui représentent un enjeu et un défi de taille pour l'élevage familial.

#### **4- Améliorer l'accès aux ressources naturelles et leur gestion durable**

L'élevage présente des caractéristiques d'utilisation du milieu qui lui sont spécifiques et dont la sécurisation implique des prestations particulières : accès à l'eau pour l'abreuvement, accès aux pâturages, couloirs de passage pour les transhumances, etc.

#### **5- Renforcer la capacité des éleveurs à défendre leurs droits**

Des politiques spécifiques sont nécessaires pour que soient reconnus la place économique, sociale et culturelle des petits éleveurs, ainsi que des modes d'élevages particuliers à certains milieux, comme le pastoralisme.

## L'appui aux services de santé animale dans les pays du Sud

Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières est intervenue et a apporté des appuis à la création de services de santé animale de proximité dans de nombreux pays. Ces personnes délivrant aux éleveurs un service en matière de santé animale sont désignées d'une multitude de noms : Auxiliaire de Santé Animale, Agent Communautaire de Santé Animale à Madagascar, Village Animal Health Worker au Cambodge, Paravétérinaire au Vietnam, Assistant vétérinaire, Auxiliaire d'élevage, Vaccinateur, Auxiliaire Para-Vétérinaire au Niger, Auxiliaire Villageois d'Elevage au Togo, Promotor Pecuario (Promoteur d'Elevage) en Amérique Latine, etc. L'Organisation Mondiale de la Santé Animale (OIE), quant à elle, les regroupe dans ses textes sous le vocable générique de « para-professionnels vétérinaires ».

Selon les situations, les critères de sélection des candidats auxiliaires ne sont pas partout les mêmes. On recherche cependant souvent la garantie que l'auxiliaire, une fois formé, n'ira pas s'installer dans une autre région, mais que ses compétences acquises bénéficieront bien à sa communauté. Il doit être **stable dans la commune** (famille, enfants, travail), afin d'éviter qu'il parte travailler ailleurs. En général, il s'agira donc d'hommes et de femmes jeunes adultes, **choisi par la communauté** et socialement accepté ; de préférence **motivé** et **volontaire** : le candidat ne doit pas être désigné s'il n'a pas fait la demande lui-même. Mais au Vietnam par exemple, le candidat sera toujours désigné par les services déconcentrés de l'Etat. Celui qui choisi est **éleveur** lui-même **et a l'habitude des animaux** (une bonne connaissance empirique des pathologies et/ou une maîtrise des traitements traditionnels peuvent être reconnues et valorisées au cours de cette sélection) ; il dispose de **suffisamment de temps** pour cette activité (le candidat ne doit pas cumuler trop de responsabilités), a un certain **niveau scolaire ou niveau d'alphabétisation** (on cherchera notamment par là une certaine homogénéité dans le groupe de formés) ; **dévoué** (ne cherchant pas un trop grand intérêt financier et conscient du service qu'il doit rendre à sa communauté). A noter qu'un critère souvent débattu est le niveau scolaire. Or ce critère est souvent en contradiction avec les critères de proximité dans la mesure où il peut induire un biais social : dans certains villages, les quelques personnes alphabétisées ou ayant été scolarisées appartenant à une élite cumulant d'autres responsabilités, d'autres pouvoirs et n'ayant pas intérêt à s'orienter vers ces fonctions.

### **Auxiliaires de santé animale à Madagascar**

Dans la région du lac Alaotra où AVSF a formé il y a quelques années une quarantaine d'auxiliaires, un auxiliaire couvre une zone géographique avec un minimum de 600 têtes de bovins. Ils font en moyenne 20 à 30 actes par mois, consacrent 11 jours par mois à leur activité d'auxiliaire et réalisent un bénéfice mensuel d'une vingtaine d'euros (ce qui est supérieur au salaire des ouvriers journaliers agricoles).

Dans un autre projet de coopération à Vohipeno, AVSF s'est assurée que l'appui à la mise en place des auxiliaires ne biaise pas l'exercice de leur fonction et ne nuise pas à la pérennité économique de leur activité de d'auxiliaire. En effet, si l'auxiliaire peut bénéficier d'un premier stock de produits vétérinaires fourni par le projet de développement, il devra être rapidement autonome financièrement, pour pouvoir réapprovisionner son stock de produits vétérinaires et renouveler son matériel. Il devra pour cela gérer correctement son activité et réinvestir une partie de ses bénéfices dans l'achat de produits vétérinaires et l'entretien et le renouvellement de son matériel.

Une réponse proposée par AVSF à ce défi réside dans la structuration des éleveurs et des auxiliaires qui, regroupés en associations, sont mieux armés que des individus isolés pour faire face à ces difficultés (et ce d'autant plus que l'accès au crédit est souvent tout aussi problématique que l'accès aux autres services !). Un lien fort entre l'auxiliaire et le vétérinaire privé permet aussi de passer les périodes critiques d'insolvabilité des éleveurs : le vétérinaire ayant a priori plus de liquidités que l'auxiliaire, il pourra le soutenir en lui faisant par exemple crédit. Enfin, une bonne relation entre l'auxiliaire et sa communauté facilite également le travail et notamment le recouvrement de la rémunération de l'intervention de l'auxiliaire. La disponibilité en produits vétérinaires de qualité est également une condition importante à la pérennité du système : le service rendu par l'auxiliaire ne saurait durer si les ruptures de stock sont fréquentes ou les produits utilisés frelatés. C'est notamment le placement de l'activité de ces agents de santé animale sous la responsabilité et l'encadrement de vétérinaires diplômés (libéraux ou de l'administration selon les pays) qui concourt à garantir la bonne qualité du service offert. Enfin, on constate que quelques années après la mise en oeuvre des projets, environ 50% des auxiliaires formés restent actifs. Ceci dit, il existe une grande disparité selon les pays et les contextes, ce pourcentage pouvant varier de 0 à 80%.

### ***Les groupements de défense sanitaire de l'Arkhangai, Mongolie***

Le cheptel mongol est vulnérable à la fois du fait de conditions climatiques extrêmes et d'un important déficit des services à l'élevage. Lors des hivers particulièrement rigoureux (dzuds) de ces dernières années, les pertes de bétail ont atteint jusqu'à 70% des effectifs (Arkhangai et Bayankhongor entre 1999 et 2001). Cela a engendré un exode rural important et la paupérisation de ces populations nomades, entièrement dépendantes de leur cheptel.

Le manque de liquidité chronique des éleveurs est le frein majeur à la motivation des vétérinaires (profession privatisée) et à l'efficacité des services vétérinaires. Pour dynamiser ces services, AVSF a choisi d'aider les éleveurs à augmenter leur pouvoir de décision et de négociation en se structurant en "Groupements de Défense Sanitaire" (GDS), associations d'éleveurs dont l'activité principale est d'organiser les campagnes de prophylaxie (déparasitage, vaccination, soins aux animaux) selon les besoins des éleveurs et en coordination avec les autorités locales. Les GDS réalisent des reports de trésorerie : le responsable du GDS programme avec chaque éleveur membre ses besoins en santé animale pour l'année à venir et calcule le montant nécessaire, récolte la somme calculée au moment de la vente du cachemire (printemps) par les éleveurs et paye le service

vétérinaire en temps voulu avec l'argent mis de côté. Cela permet aux éleveurs d'avoir des animaux en bon état à l'entrée de l'hiver.

Les vétérinaires sont très rapidement confrontés à des problèmes importants de trésorerie : ne disposant pas eux-mêmes d'un fond de roulement, ils rencontrent les plus grandes difficultés à faire face à la faible solvabilité de leurs clients et ne peuvent assurer un réapprovisionnement de leurs stocks de médicaments et matériels. Cette situation est souvent aggravée par l'existence de marchés du médicament dérégulés et parfois aux mains d'intermédiaires peu scrupuleux, tant sur la qualité du médicament que sur son prix. Sans la mise en place d'une organisation qui permette aux vétérinaires de dégager une marge suffisante, la viabilité économique de l'activité est en péril et le service aux éleveurs s'arrête.

### **Les associations d'auxiliaires au Cambodge**

Les associations d'auxiliaires permettent d'assurer la pérennité du service de santé animale de proximité. Elles peuvent jouer un rôle majeur dans la structuration de la société civile rurale, en se positionnant comme intermédiaire entre les paysans et l'Etat pour défendre les intérêts des éleveurs.

L'expérience menée au Cambodge, dans les provinces de Takeo et Prey Veng, a permis de valider le concept d'auxiliaire d'élevage. Si au cours de la formation, les auxiliaires reçoivent une trousse constituée de matériel et de médicaments pour assurer leur activité, après quelques mois de pratique, ils doivent renouveler leur stock alors qu'ils se trouvent pour la plupart dans des zones isolées dépourvues de pharmacies équipées. Ils doivent alors se réunir pour trouver une solution à ce problème d'approvisionnement en médicaments.

Une association d'auxiliaires doit être vue comme un groupement d'éleveurs gérant la santé animale de base. Elle permet de faire le lien avec l'autorité sanitaire, représenter les intérêts des éleveurs auprès des institutions publiques et politiques, faciliter le suivi des auxiliaires, organiser leur formation continue, favoriser l'implantation d'un vétérinaire privé qui encadrera leur activité et assurera la responsabilité et le contrôle de l'approvisionnement en médicaments.

### **La santé animale dans les zones pastorales de transhumance**

Les zones pastorales de grande transhumance présentent des caractéristiques rendant problématique la proximité du service et des éleveurs : comment assurer la disponibilité d'un auxiliaire lorsque éleveurs et troupeaux parcourent de grandes distances pour exploiter la ressource fourragère ? Dispersion et mobilité des éleveurs les ont rendus particulièrement autonomes vis-à-vis des questions de santé animale. Ce professionnalisme des pasteurs doit être reconnu et se traduire par une démarche de formation de masse, couplée ou non avec l'existence d'auxiliaires sur les principaux axes de transhumance.

### **Auxiliaires para-vétérinaires au nord-est du Niger**

Dans la région de Zinder, une zone où il n'existait pas d'associations d'éleveurs, AVSF a dispensé des formations de masse pour sensibiliser les communautés pastorales sur le rôle des auxiliaires. Cela a permis d'impliquer les éleveurs dans l'adoption des critères de choix et la désignation des futurs auxiliaires. Formés et équipés d'une trousse vétérinaire, ceux-ci assurent - dans une zone pastorale enclavée et dépourvue de services sociaux de base - un service de santé animale

de proximité reposant essentiellement sur le traitement des dromadaires et des petits ruminants (les bovins qui ont besoin de boire tous les jours, ne survivent pas à cette latitude). Ils travaillent aussi à sensibiliser les éleveurs aux pratiques d'hygiène et de vaccination, à l'occasion des regroupements autour des puits pastoraux ou lors des baptêmes et mariages. De ce fait, ces auxiliaires ont un rôle de relais entre les éleveurs, les agents vétérinaires privés et les services techniques vétérinaires chez lesquels ils s'approvisionnent et qu'ils informent en cas de foyers de maladie (pasteurellose et clavelée par exemple).

Chaque auxiliaire assure ses prestations pour 2 à 5 campements partageant les mêmes ressources pastorales (en l'occurrence le puits pastoral) et se déplace généralement avec les éleveurs pendant la petite et la grande transhumance. Grâce à l'activité de ces auxiliaires, on constate une amélioration significative de la situation sanitaire, notamment parce que les maladies récurrentes (parasitoses internes et externes) sont mieux prises en charge.

### ***Formation de masse des éleveurs au Tchad***

Dans certains systèmes transhumants ou nomades, les groupes sociaux varient quantitativement et qualitativement au gré des déplacements saisonniers. Il s'agit alors de savoir s'il existe des "unités de transhumance" regroupant un nombre de familles et de troupeaux suffisant pour justifier l'activité d'un auxiliaire d'élevage. Cette question s'est posée dans le cadre du projet ASETO au Tchad Oriental, où la formation de masse a été choisie. Premiers intervenants en santé animale et en épidémiologie-surveillance, les éleveurs possèdent en effet un savoir-faire réel en termes de diagnostic et de soins. Ces connaissances traditionnelles ne peuvent pas être ignorées et la formation est un moyen privilégié pour les valoriser, les canaliser et éviter d'éventuelles dérives. Dans ce cadre, les éleveurs peuvent devenir d'efficaces intervenants en santé animale de base et pallier la carence d'offres de service dans ce domaine. Ces formations de masse sont l'occasion d'informer les acteurs sur les campagnes nationales de prophylaxie, le rôle et la situation des postes vétérinaires, etc. Enfin, s'il est possible de former des auxiliaires rattachés à des unités de transhumance, ils permettront, en plus du service rendu, de faire le relais entre ces éleveurs extrêmement enclavés et l'autorité sanitaire locale.

## Annexes

### Documents AVSF de référence

Consultables et téléchargeables sur [www.ruralter.org](http://www.ruralter.org)

« Les agricultures paysannes victimes et acteurs incontournables de la lutte contre le changement climatique », 2009

« Elevage et changement climatique : dépasser les idées reçues et reconnaître la place de l'élevage », 2010

« Dispositifs de santé animale de proximité et de qualité : les enseignements de l'expérience d'AVSF »

« Aviculture villageoise et grippe aviaire en Afrique de l'Ouest », 2009

« Le schéma d'aménagement pastoral : un outil de sécurisation du foncier pastoral », 2010

« Pastoralisme, développement durable et changement climatique dans le Ferlo », 2010